

<http://divergences.be/spip.php?article1459>



Fraction du Sous-Comité décentralisé des
gardes-barrières en alternance

Le chaos comme instrument de pouvoir. Second Manifeste pour une désobéissance générale (2)

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2009 - N° 17 Novembre 2009 - Français - Résistances -
Date de mise en ligne : dimanche 15 novembre 2009

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Reproduction des ségrégations

Pour que tout cela fonctionne et surtout *se reproduise*, il fallait du temps, afin d'installer les nouvelles représentations sociales dans les têtes – on n'ose plus dire « les cerveaux » tellement cette partie du corps humain est de nos jours sous-utilisée. La ségrégation intellectuelle est la grande trouvaille fin de siècle, et tourne à plein régime dans le XXIe. Ses deux canaux principaux et massifs sont l'école et la télévision. Mais dans la première se développe une authentique résistance, alors que la seconde est un outil offensif du pouvoir parfaitement accepté par tous ceux qui y participent, à commencer par la quasi-totalité des journalistes. Car à la télé et dans les autres médias, les journalistes, appâtés par la médiocre starification qu'on leur a promise, ont abdiqué toute déontologie, toute critique de leur nouveau rôle social, celui de stricts porte-voix de leurs maîtres-patrons, politiciens et communicants de tous calibres.

À l'école, de la maternelle à l'université, les profs, les élèves, les étudiants se battent contre les réformes rétrogrades et réactionnaires. Les moins radicaux ne semblent pas voir, parfois, la société que dessinent ces réformes, dans laquelle l'école ne jouera plus que le simple rôle de centre d'apprentissage pour futurs adultes-au-travail. Le tout dans une ambiance de saine morale – bientôt sainte morale –, puisque l'éducation civique au collège devient la caricature de l'éducation et du civisme ; il s'agit désormais d'inculquer aux jeunes les règles de bonne conduite (« Dis bonjour à la dame ! »), comme si le respect et la confiance ne se gagnaient pas d'abord et uniquement par les actes concrets et quotidiens, et non par la menace. La sanction scolaire devient l'antichambre de la répression que les enfants subiront ensuite, une fois adultes, au travail et dans leurs tentatives d'expression sociale et politique.

Toutes les réformes successives depuis celle du ministre Haby en 1975 n'ont eu qu'un seul but : séparer le bon grain élitaire de l'ivraie plébéienne. Sarkozy, en prétendant dépister les cas sociaux dès l'âge le plus tendre, ne fait jamais que pousser encore plus loin le tri des jeunes mis en œuvre par l'école. La ségrégation serait achevée si le tri des embryons, en fonction des supposées qualités des parents pseudo-biologiques prothésés par la science, s'imposait – ce qui n'est pas impossible vu les difficultés actuelles des couples à enfanter et si l'on se souvient des méthodes eugénistes de recueil de sperme : tout le monde ne voudrait-il pas être issu d'un spermatozoïde de prix Nobel, comme c'est possible depuis de nombreuses années ?

La société tout entière, dans ce système en crise, se présente ainsi comme un gigantesque centre de tri, qui éparpille les individus selon des voies diverses, qui vont des châteaux avec jacuzzis et aérodrome privé aux prisons. L'école est le centre de tri pour les jeunes, et l'on y oriente les cas « difficiles » en CLIN et CLIS dès le primaire, puis en SEGPA à partir du collège, avant d'expulser les pires d'entre eux vers l'apprentissage et le chômage à un âge encore raisonnable : quatorze ans – bientôt douze sans doute.

Sur le terrain, les profs se battent pour une école qui valorise l'enfant et lui ouvre des fenêtres sur la vie, plutôt que de le canaliser vers l'acceptation passive d'une survie programmée, et la soumission au système d'oppression. Mais qui, hormis les enseignants, se bat aujourd'hui contre la *destruction* de l'école ? Car le mot n'est pas trop fort : si l'école devient un simple centre de formation professionnelle pour futurs adultes, alors elle aura vécu.

Second instrument massif de ségrégation intellectuelle : le poste de télé qui envahit chaque appartement, chaque maison, et maintenant chaque chambre individuelle. Le soir, pendant que les 5 % des Français qui rejettent la télé discutent avec leurs proches, leurs enfants, leurs voisins, vont au théâtre, au cinéma ou au bistrot, que 2 % de gens de gauche ne connaissent que Arte, neuf Français sur dix s'abrutissent à croire que la vie est plus belle en technicolor, qu'on trouve du sexe à gogo dans la city ou qu'on peut faire un break et nous évader de cette prison. Plus on vit dans une classe « défavorisée », plus on possède de récepteurs de télévision au foyer, et plus les enfants regardent seuls la télé dans leur chambre. La moitié des enfants des ZUP regardent seuls la télé le soir dès six ou sept ans, contre moins de 20 % des enfants des classes favorisées. La différence est énorme. Dès lors, il n'est pas

étonnant si, dans les cours des écoles de ZEP, le rapport social le plus développé est celui qui passe par les poings. Les gens de gôche devraient se rendre dans les cours d'école des prétendus « Réseaux Ambition Réussite » (les Zones d'Éducation Prioritaire de niveau 1, les plus « en retard »), regarder et écouter. Cela leur éviterait de dire qu'à la télé, il y a des émissions passionnantes, ou que les émeutes de novembre 2005 sont un signe d'une « insurrection qui vient ». À l'inverse, ces émeutes, tout comme les programmes télé, sont le signe que la ségrégation intellectuelle est en voie d'achèvement. En 2005, si les voitures brûlées furent celles des ZUPien.ne.s et non celles des riches des centres, c'est parce que *la représentation du monde qu'avaient les émeutiers se bornait aux limites géographiques, sociales et intellectuelles de leur propre quartier.*

Cela n'est pas nouveau. Dans *Le peuple d'en-bas*, Jack London notait déjà, en 1902, que les miséreux de l'East End, à Londres, n'avait aucune idée de ce que pouvait être une vie « normale » ; il rencontra ainsi des dizaines de personnes qui ne savaient même pas ce que manger à satiété voulait dire, des enfants qui ne savaient pas ce qu'était une forêt, des adultes qui avaient abdiqué toute idée de révolte parce qu'ils ne savaient ni lire ni écrire et étaient incapables de franchir les limites géographiques et sociales de leur ghetto. Le même schéma est en train d'advenir en France un siècle plus tard, dans les ZUP, dans les ZEP et dans les nouveaux bidonvilles qui fleurissent à nouveau dans les faubourgs des grandes agglomérations.

« On a toujours raison de se révolter ». Sartre l'affirmait au moment où Marcuse, dans *Contre-révolution et révolte*, montrait la puissance de l'appareil d'aliénation-abrutissement. Près de quarante ans plus tard, Sartre a toujours raison dans l'absolu, mais c'est l'analyse complète de Marcuse qui permet le mieux de comprendre comment la révolte peut éventuellement servir la contre-révolution – et non la révolution. L'appareil de la contre-révolution a su semer le trouble – et le faux – en faisant prendre pour de la révolte ce qui n'en possède qu'un attribut extérieur : l'exercice de la violence. *La violence n'est révolutionnaire que si les objectifs qu'elle se donne sont de détruire l'existant, les injustices et tout ce qui, dans le monde, participe de la perpétuation de la domination.* Les émeutiers de 2005 n'étaient, à leur façon, que de faux critiques de l'existant, puisqu'ils ont retourné contre leurs pairs – leurs voisins – la violence que l'État exerce de toute façon contre eux, en toute impunité bien sûr.

Le pouvoir nous vole nos mots

Pour exprimer une révolte, hurler un refus, faut-il encore disposer de mots qui aient du sens. En avons-nous encore, de ces mots qui abattent des certitudes, font vaciller les servitudes ? De ces mots qui galvanisent des volontés, qui orientent les énergies vers l'émancipation ? Peut-on même encore être « révolutionnaire » ? De nos jours, ce sont les jeunes de l'UMP, le parti de la dictature, qui se disent « révolutionnaires » : ils l'affirment sur leur site précisément intitulé www.lesrevolutionnaires.fr. Leur prose synthétise tout ce que le pouvoir est en train de nous voler. En bandeau, on peut lire « À nous la révolution », signé « jeunes populaires – les jeunes de l'UMP ». Tout le reste est à l'avenant. Le site associe à Sarkozy les mots « rupture », « changer », « bouger », « révolution », « renaissance », « vérité », et même l'expression « remise en cause de l'ordre établi » !

George Orwell affirmait que « le plus effrayant dans le totalitarisme n'est pas qu'il commette des "atrocités", mais qu'il détruise la notion même de vérité objective : il prétend contrôler le passé aussi bien que l'avenir ». Il écrivait encore, dans 1984 : « Dire des mensonges délibérés tout en y croyant sincèrement, oublier tous les faits devenus gênants puis, lorsque c'est nécessaire, les tirer de l'oubli pour seulement le laps de temps utile, nier l'existence d'une réalité objective alors qu'on tient compte de la réalité qu'on nie, tout cela est d'une indispensable nécessité. » Telle est la dictature à l'œuvre dans ses discours, dans ses mots. Elle démonte le passé.

Mitterrand a célébré la Révolution française de 1789 en niant explicitement le fait que la France ait encore un message universel à délivrer au monde. C'est sans doute vrai, sans que cela justifie la mascarade orchestrée par Jean-Paul Goude, mascarade raciste qui montrait, entre autres, des Noirs à moitié nus tapant sur des tams-tams.

Que cette glorification imbécile des prétendues « tribus planétaires » ait séduit les bobos n'a aucune importance ; il est bien plus préoccupant que l'on n'ait pas aperçu que, dans les deux mots de « Révolution française », il y avait aussi Révolution... Et si la France n'a en effet aucune vocation universelle, ce mot-là, oui, en a bien une ! Ce fut un mensonge délibéré que de ramener la Révolution française à la seule dimension « nationale » – ce qui permettait à l'évidence de rencontrer un large consensus contre un « universalisme français » qui a déjà fait tant de mal, par la colonisation par exemple. Cela permettait d'enterrer sous les paillettes et les plumes d'autruche l'idée qu'il s'était déroulé dans ce pays, deux siècles plus tôt, un événement considérable, au cours duquel des classes étaient entrées en lutte. Et, à l'intérieur de ces classes, s'étaient affrontées des positions politiques, au sens le plus profond du terme, des révolutionnaires, des modérés, etc. De nos jours, si les révolutionnaires se recrutent chez les jeunes de l'UMP, alors c'est que l'histoire retourne vers une sorte d'Ancien Régime, en pire, avec un dictateur qui n'a même plus peur, comme le roi d'antan, que le peuple se révolte...

Cette dictature nous précipite dans le chaos de la pensée politique, qui devient indigente, trop rarement à la hauteur des défis. Cette dictature s'inscrit jusque dans *les mots qui sont à nous* et qu'elle s'approprie de fait, en les dénaturant, en leur ôtant toute leur signification. Le dictateur « bouge », prétendent les jeunes de l'UMP ? Oui, en effet, il se déplace et il s'agite, mais il ne « bouge » pas la société, il ne « change » pas la donne, il ne remet strictement rien « en cause de l'ordre établi » puisque sa mission est à l'inverse d'ossifier le fondement de la structure mentale de cette société, c'est-à-dire de faire en sorte que les riches se reproduisent – car tel est l'alpha et l'oméga de la perpétuation du pouvoir d'une classe sur les autres. C'est bien aujourd'hui grâce à cette nouvelle forme de dictature que les riches sont toujours plus riches et leurs enfants le sont eux aussi. C'est encore à cause de cette dictature que les Français de seconde zone, c'est-à-dire presque tout le monde, et ceux qui ne sont pas encore assez Français, les Arabes, les Noirs et tous les autres « immigrés » (Français maintenant depuis deux ou trois générations !) restent gentiment cantonnés dans leurs ZUP. Dans « ZUP » et « ZEP », le « P » signifie « priorité », « prioritaire », alors que, précisément, ce sont les ZUP et les ZEP qui sont à la remorque de la nation. Encore un mot que l'on détourne, qui perd tout son sens.

Ils nous ont volé le sens de nos mots, et nous devons maintenant nous battre pied à pied pour reconquérir le terrain perdu. Mais nous avons un motif puissant de le faire : c'est que le capitalisme ne représente plus rien pour nous, il nous expulse de son schéma « gagnant ». Si certains parmi nous ont pu y croire, ont pu rêver de « deux voitures dans le garage et deux poulets dans le four », comme le disaient les Panthères noires dans les années 1960, nous savons bien que les voitures ne nous servent plus qu'à rejoindre notre poste de travail, et que les poulets sont en caoutchouc, élevés en batteries concentrationnaires. Nous n'avons pas de futur dans ce système-là !

No future for us !

Le « bon » fonctionnement de l'économie capitaliste nécessite de l'ordre. Les entreprises ont toujours voulu connaître à l'avance les « règles du jeu », et elles ont toujours eu horreur de l'inconnu qu'elles rencontraient dans les pays issus de la décolonisation ou dans ceux qui risquaient de passer au socialisme. À Cuba, en 1959, les entreprises nord-américaines ont en effet beaucoup perdu, comme au Guatemala en 1954 : lorsque Arbenz a nationalisé les terres de United Fruit, la CIA a organisé un coup d'État. L'ordre était donc, à l'époque, préférable au chaos. La mondialisation a introduit ces dernières années beaucoup d'inconnu et d'instabilité, mais les énormes sociétés mondiales se sont aperçues qu'en réalité, elles étaient mieux placées pour affronter une situation mouvante que leurs concurrentes locales. L'idée d'une espèce de chaos maîtrisé est donc entrée dans les cerveaux de certains dirigeants depuis une dizaine d'années. Il s'agissait à la fois d'avoir une stratégie de rechange si le Système flanchait à nouveau et ne pouvait plus garantir l'exécution normale des règles du jeu, comme lors de la grande dépression de 1929 ou, plus récemment, avec les « bulles » financières, et de laminer encore plus les vies des simples exécutants, les producteurs-consommateurs, en les poussant dans une zone de fortes turbulences, de soubresauts quotidiens, empêchant de rien penser, rien prévoir pour leur futur.

Cependant, le chaos n'a sans doute pas été introduit comme stratégie de la dictature démocratique de gaieté de cœur car il n'est jamais très facile de changer de stratégie : en face, les réactions peuvent être vives et apporter de

réels bouleversements. Il a donc fallu, pour que le chaos nous arrive avec la dictature, que *l'économie capitaliste elle-même sombre dans le chaos*, minée par des contradictions trop fortes pour être dominées et maîtrisées. Les bulles financières ne résultent ainsi que de l'utilisation opportuniste, par les plus voraces des profiteurs, des voies offertes par le système lui-même pour s'enrichir en tout individualisme.

La contradiction qui mine le capitalisme peut s'exprimer ainsi : *La richesse qu'il ne crée que pour quelques-uns résulte du refus de prendre en compte l'intérêt commun de la société ; pourtant, le capitalisme prétend la gouverner dans sa globalité, et cette société est composée en dernière analyse des individus qui produisent pour le système et consomment ce que ce système leur fait produire.*

Le défi, pour ce système en crise, et notamment en France, est de n'assurer plus aucun des besoins sociaux des individus car la crise submerge l'économie et la société, alors que ces besoins sociaux sont ce que réclamaient encore hier la quasi-totalité des Français. Sarkozy, son gouvernement et les patrons doivent donc nous faire accepter le chaos alors qu'ils nous ont promis l'Éden.

Il apparaît de nos jours que le capitalisme n'aura fait, en deux siècles, que créer de la rareté, d'une façon très efficace : le système a orienté les flux de richesses, tout d'abord vers quelques pays par le biais notamment de la colonisation et des échanges inégaux, puis vers des sociétés transnationales grâce à la mondialisation « modérée » des années 1945-1980, et enfin vers quelques groupes d'individus avec la mondialisation débridée depuis les années 1990, qui ne bénéficie plus qu'à de très « grands » patrons ou de très riches actionnaires. En quelque sorte, la base sociale du capitalisme s'est rétrécie durant toutes ces dernières décennies. C'est ce qu'illustrent les statistiques économiques d'un pays comme la France : le décile (10 %) de population le plus riche s'accapare désormais bien plus du quart des richesses totales produites dans ce pays, tandis que le décile le plus pauvre plonge en dessous des 4 %. Pendant que les grands patrons d'énormes conglomerats gagnent des millions chaque mois, que des flux de capitaux encore insoupçonnables il y a vingt ans convergent tous vers quelques centres financiers de stature mondiale et n'irriguent plus que quelques secteurs économiques stratégiques, la masse de 7 milliards d'humains s'enfoncent dans la misère et s'engourdissent l'esprit de vapeurs télévisuelles. Le contrôle des flux de rareté a permis d'obtenir deux résultats a priori opposés, en réalité complémentaires : une richesse toujours plus concentrée pour un nombre toujours plus restreint de personnes ; une pauvreté se généralisant et allant jusqu'à la misère et au dénuement absolu pour des milliards d'êtres humains.

Toutes les stratégies de la contre-révolution ont été convoquées pour assurer la réussite de ce processus dictatorial démocratiquement voté. Ces dernières années, la pipolisation de la politique l'a vidée du reste de son contenu : la politique, même en démocratie, n'est plus qu'une coquille vide dans laquelle les journalistes sont devenus des stars, tandis que les godiches et les godillots politiques n'ont pour tout programme que leur enrichissement personnel et la minable gloire que leur procure la vente pathétique de leurs histoires de cul à des médias avides. La répression musclée vient à la rescousse lorsque les systèmes d'aliénation ne fonctionnent plus avec assez d'efficacité pour étouffer les révoltes qui grondent et les insurrections qui viennent.

Ce système est un scandale permanent

Ce n'est pas un hasard si les journaux télévisés ou radiophoniques commencent désormais de façon presque systématique par les faits-divers : nous oublions les véritables problèmes de ce monde. Nous nous apitoyons sur les morts lors d'une « catastrophe » aérienne, ou nous grondons contre les « jeunes » qui détruisent les équipements « sociaux » de « leur » cité ; nous pestons contre la violence des pauvres qui tuent leur voisin ou leur femme, sans remarquer qu'en Irak ou en Afghanistan, ce sont tous les jours des dizaines de personnes qui sont tuées dans des attentats ou sous les coups de militaires étrangers. En Irak toujours, les militaires américains sont protégés – un comble – par des mercenaires, comme ceux de la société privée Blackwater, laquelle s'est illustrée en tuant sans aucune raison plusieurs dizaines d'Irakiens ces dernières années. L'avantage pour le Pentagone de signer un

contrat de ce type avec une société privée est qu'ainsi, les dirigeants américains espèrent diminuer les pertes de militaires officiels, tandis que les mercenaires privés, eux, n'intéressent pas les médias, même morts. Un soldat américain tué, cela signifie un mauvais point sur l'échelle médiatique de la popularité. Le contrat est donc, en dernière analyse : mieux vaut payer des mercenaires pour mourir à la place des soldats.

Nous pourrions multiplier les exemples à l'infini, car ce système est un scandale permanent, qui prétend lutter contre la faim en la propageant, qui prétend instaurer la paix en multipliant les guerres et les conflits locaux de tous ordres, qui prétend donner du travail en réprimant les chômeurs et en cessant de les indemniser, qui prétend assurer la Sécurité sociale en la démantelant pour réaliser des économies... Ces scandales ne sont pas anodins : ils sont le signe d'un pouvoir à bout de souffle.

Le chaos se propage ; il finit par gangréner l'ensemble de la structure et par lézarder l'édifice social, même si, à l'intérieur des murs, nous ne sommes pas encore capables d'élargir les fissures de peur de voir tout s'écrouler. De peur d'apercevoir le jour, aussi, sans doute. Plus que jamais, nous ne devons pas sauver le système qui nous broie ! Même si le futur est incertain, tenter de prendre en main notre avenir, sans l'État ni les entreprises qui nous abrutissent au travail, est une véritable chance. Ailleurs qu'en France, et ici aussi, des millions et des milliards d'individus sont les victimes directes d'une répartition scandaleuse des biens produits, d'un mode de production contraire à l'humanité et à la préservation des ressources naturelles, d'une aliénation qui se dote de moyens de persuasion de plus en plus sophistiqués. N'est-il pas temps de peser dans la balance ce présent qui nous détruit et de risquer un futur tout aussi incertain ?

Face à la dictature du chaos, misère absolue ou révolution sociale

Il n'est pas nécessaire de s'étendre davantage sur ce chaos fait ordre et désordre tout à la fois, et de disséquer cette dictature démocratique à l'œuvre. Chacun pourra affiner l'analyse par les exemples que nous fournit le monde du travail, l'école des enfants, les sites internet, la télévision et tout ce que racontent les médias. Il suffit de constater que la dictature est à l'œuvre et nous plonge dans le chaos. Ainsi que le proclamaient les Tupamaros uruguayens, « Les mots nous divisent, les actes nous unissent ! » Désormais, ce qui compte est de dégager des perspectives, de faire jaillir de ce chaos organisé par nos maîtres l'étincelle politique qui abolira le système de soumission.

L'alternative qui nous est laissée par le pouvoir à la dérive se résume à « Dictature et Chaos ou Révolution sociale ! » Le réformisme lui-même a sombré dans cette exacerbation des tensions orchestrées par les États et les monstres du système économique et financier : il n'y a plus de programme réformiste un tant soit peu crédible. Nous devons donc à la fois mener des combats d'arrière-garde, pour conserver ce qui nous reste, et prendre l'offensive pour risquer l'émancipation.

Les combats d'arrière-garde regroupent et font consensus. Ainsi, préserver ce que nous pouvons, par exemple de l'école à l'heure où l'État cherche à la détruire, ou encore lutter pour le maintien de lois sociales et le respect des droits, etc., n'est pas une lutte en pure perte, car sur des positions un peu plus stables – ou pas encore désorganisées par

le chaos –, nous savons bâtir de la contestation. Contester, cependant, ne suffit pas, et c'est vers la désobéissance que nous devons aller. Désobéir, à tous les niveaux, depuis le refus de coopérer à des décisions contraires au processus d'émancipation jusqu'au sabotage du processus de production-consommation, revient à ne pas sauver ce système qui nous broie. Car ce système nous écrase mais il a quand même besoin de notre consentement et même de notre coopération pour exister. C'est le sens de la non-coopération mis en actes par les Indiens dans les années 1930-1947. Ne consentons à rien, et laissons le système sombrer, dériver vers les récifs de l'explosion sociale.

Le véritable enjeu n'est plus d'éviter l'explosion pour préserver les acquis, dans l'illusion que l'après-système pourrait être encore pire que ce que nous vivons. Nous devons nous préparer à cette (auto)dissolution du système, ne plus la

craindre, la hâter quand nous le pouvons en déstabilisant encore plus les tenants du pouvoir. Leurs stratégies espèrent que nous chercherons à sauver malgré tout ce qui nous opprime, par peur de l'inconnu ou du pire, négligeant par là même l'organisation autonome de notre propre futur. La difficulté est de mener ces combats visant à préserver ce qui peut l'être sans pour autant sauver l'ensemble du système de l'effondrement. Et même, dans ce combat-là, nous pouvons créer les conditions de l'extension de la désobéissance, lutte d'avant-garde s'il en est, tournée vers un avenir radicalement autre que celui que nous préparent nos maîtres.

Ce n'est pas si complexe qu'il y paraît. Par exemple, l'État, en forçant les directeurs d'écoles, de collèges et de lycées à intensifier les tâches répressives contre leurs élèves, offre d'un coup la possibilité de désobéir, donc de prendre l'offensive, tout en luttant défensivement, pour préserver l'acquis qu'est l'école. Ainsi, refuser de coopérer à la Base élève, qui vise à ficher les enfants et les familles « à problème », est à la fois une façon de conserver une école non discriminatoire et un mode de désobéissance ; celle-ci peut s'élargir des enseignants aux parents et aux élèves, créant de cette façon du lien social et ouvrant la voie à de la contestation radicale.

Mieux : la désobéissance est nécessaire à la lutte pour le maintien de l'acquis – car il faut bien désobéir pour, par exemple, maintenir le principe de non-discrimination à l'école. C'est ainsi que le Système crée les conditions nouvelles à l'extension et à la radicalisation des luttes. Ce n'est pas nouveau, en vérité, mais ce qui manque souvent dans nos combats est d'identifier ces opportunités positives. Au lieu de cela, nous nous enfonçons dans une défense des acquis de caractère corporatiste, sans discerner les voies pour reprendre l'offensive. C'est déclarer la lutte perdue avant même de l'engager que de la limiter au défensif. Un combat d'arrière-garde n'est pas une lutte pour des acquis qui disparaissent sous le rouleau compresseur de la contre-révolution, mais bien plutôt la défense d'un territoire à partir duquel de nouvelles offensives vont être entreprises. Le combat d'arrière-garde devient une contre-offensive. Et ce n'est là qu'une part du mouvement auquel nous appelons.

¡ Ya basta !

We never kiss your asses any more !

L'heure est venue. Bien entendu, c'est toujours l'heure de ne plus accepter les conditions qui nous sont faites. Comme les zapatistes en 1994, il arrive un moment où l'on dit « Ça suffit ! ¡ Ya basta ! » Ou, comme les Black Panthers dans les années 1960 : « Plus jamais nous ne vous lécherons le cul ! We never kiss your asses any more. »

L'évolution nette de la démocratie frelatée des années 1980-2007 vers la démocrature, la loi du tyran, nous oblige à ne plus laisser la situation se dégrader sous peine de voir nos conditions de survie encore aggravées, nos droits et nos libertés disparaître entièrement, nos vies détruites par le capitalisme dans sa version démocratioriale.

L'heure est venue car, dans la crise qu'il doit affronter, le capitalisme n'a guère d'alternatives. Nous n'avons pas choisi le moment de l'affrontement, mais l'ennemi non plus. Ce n'est pas forcément très rassurant, mais après tout, l'histoire n'est faite que de situations complexes et exceptionnelles, qui se dénouent parfois en dehors de toute prévision. *Le pouvoir axe sa stratégie sur la catastrophe que représenterait le fait de prendre nous-mêmes les rênes de nos vies.* Si nous nous passons des experts, ce serait la catastrophe écologique, économique, sociale. Si nous refusons de payer nos impôts ou de travailler, ce serait la misère absolue. Sans OGM, ce serait la faim dans le monde, sans nucléaire le retour à l'ère de la bougie et de la grotte dans le plus pur style Cro-Magnon. Et ainsi de suite. C'est parce que les gouvernants actuels veulent continuer de gérer le désastre qu'ils ont provoqué qu'ils emploient désormais les stratégies les plus cyniques pour se maintenir en poste, tout en cherchant à accumuler toujours plus d'argent, en se versant des salaires proprement inouïs auparavant. Oui : ¡ ya basta !

Le chaos comme instrument de pouvoir. Second Manifeste pour une désobéissance générale (2)

Sans doute plus que jamais ces quarante dernières années, l'avenir est entre nos mains, et surtout pas dans celles des dirigeants. Garder en place le même pouvoir, ou le remplacer par une dictature classique, archirépressive, serait nier notre propre avenir. C'est maintenant qu'il nous faut choisir, désobéir, miner ce pouvoir et le mettre à bas.

Fraction du Sous-Comité décentralisé des gardes-barrières en alternance

Contact : fscd chez riseup.net ou fscd chez live.fr

Post-scriptum :

Bibliographie

Comité invisible, *L'insurrection qui vient*, La Fabrique, 2007.

Erich Fromm, *Avoir ou être*, Robert Laffont, 1976.

Étienne de La Boétie, *Discours de la servitude volontaire*, vers 1550-1560.

Herbert Marcuse, *Tolérance répressive*, Homnisphères, 2008.

René Riesel, Jaime Semprun, *Catastrophisme. Administration du désastre et soumission durable*, Encyclopédie des Nuisances, 2008.